

Sommet UE sur la jeunesse et le travail

Auteur : Croatie

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en incitant à la fois la mobilité, l'innovation et l'inclusion sociale ?

La Croatie est une démocratie parlementaire qui se trouve en Europe centrale. Elle est membre de l'Union européenne depuis 2013 et est dirigée par le premier ministre Andrej Plenković. Le gouvernement croate considère que l'intégration des jeunes sur le marché du travail est un enjeu essentiel pour l'avenir économique, social et démocratique de l'Europe. Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, les transformations numériques et les inégalités entre les régions européennes, il est crucial de garantir aux jeunes un accès à un emploi digne et durable dans l'ensemble des États membres. Cette commission sur la jeunesse et le travail de l'Union européenne cherche à répondre à la problématique, qui est particulièrement importante pour la Croatie car la stabilité et le développement du pays dépendent directement de l'avenir de sa jeunesse.

Dans l'Union européenne, de nombreux jeunes rencontrent encore des difficultés pour entrer sur le marché du travail. Cela s'explique par de nombreuses raisons notamment par le manque d'expérience professionnelle, la précarité des contrats, les inégalités d'accès à la formation ou encore les différences entre les systèmes éducatifs des États membres. Cela touche davantage certaines régions où les opportunités économiques sont limitées. La Croatie est directement concernée par ces enjeux. En effet, ce pays fait face à un phénomène important d'émigration des jeunes, en particulier ceux diplômés, vers d'autres États membres qui offrent de meilleures perspectives d'emploi et de salaire. Bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années, cette situation fragilise le marché du travail national, accentue le vieillissement de la population et limite le potentiel de développement économique du pays.

La Croatie soutient une approche européenne coordonnée pour l'emploi des jeunes. Elle reconnaît que les défis actuels dépassent les frontières nationales et nécessitent une coopération renforcée entre les États membres. Notre pays est favorable aux initiatives européennes existantes telles que la Garantie pour la jeunesse, Erasmus+ et le Fonds social européen Plus, qui ont contribué à améliorer la formation, la mobilité et l'employabilité des jeunes Croates. Toutefois, notre pays estime que ces politiques doivent être mieux adaptées aux réalités nationales et régionales. Par exemple, au niveau national, des aides à l'embauche ont été mises en place. Cependant, si une solidarité européenne est nécessaire, la mise en œuvre des politiques de l'emploi doit rester flexible afin de respecter les spécificités économiques et sociales de chaque État membre selon sa situation. La Croatie adopte ainsi une position équilibrée, soutenant l'intégration européenne tout en soulignant l'importance de la responsabilité nationale.

Pour les solutions, au niveau national, la Croatie a mis en œuvre plusieurs programmes visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Ces mesures incluent le développement de la formation professionnelle, des contrats d'apprentissage et des aides à

l'embauche pour les jeunes, souvent cofinancés par les fonds européens. Le pays a également soutenu des programmes encourageant l'entrepreneuriat des jeunes et la création de petites entreprises. Au niveau de l'Union européenne, la Croatie participe déjà activement aux programmes favorisant la mobilité ainsi que l'employabilité des jeunes. Notre pays suit rigoureusement les règles européennes sur l'inclusion et l'égalité des chances pour que tous les jeunes, partout et quel que soit leur parcours puissent trouver un emploi. Pour l'avenir, la Croatie souhaite renforcer les formations liées aux compétences numériques et aux métiers d'avenir, pour mieux préparer les jeunes aux évolutions du marché du travail. Elle soutient le développement de programmes européens favorisant le retour des jeunes qualifiés dans leur pays d'origine pour limiter la fuite des talents. Enfin, la Croatie encourage une meilleure coopération entre les établissements de formation, les entreprises et les institutions publiques afin de faciliter la transition entre les études et l'emploi.

Ainsi, la Croatie considère que l'emploi des jeunes est une priorité essentielle pour l'avenir de l'Union européenne. Elle défend une approche fondée sur la coopération européenne, la solidarité entre les États membres et l'adaptation des politiques aux réalités nationales. Le pays adopte une position europhile tout en appelant à des politiques efficaces, inclusives et équilibrées, qui garantissent aux jeunes européens un accès équitable à des emplois dignes, durables et porteurs d'avenir.